

N° 5023³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI

modifiant

- 1) la loi du 30 juillet 1999 concernant
 - a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle
 - b) la promotion de la création artistique
- 2) la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

(16.6.2003)

Par sa lettre du 27 septembre 2002, Madame la Ministre de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche a bien voulu saisir la Chambre des Métiers pour avis du projet de loi repris sous rubrique.

D'emblée, la Chambre des Métiers se félicite de constater que la Ministre de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche a jugé opportun de joindre au projet de loi sous rubrique un projet d'un texte coordonné de la loi du 30 juillet 1999 concernant

- a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle,
- b) la promotion de la création artistique,

ce qui rend plus facile la lecture des modifications à un texte légal qui, d'après l'exposé des motifs „a jusqu'à ce jour bien servi mais qui peut faire mieux, surtout par le rapprochement entre certaines dispositions légales et les réalités socio-économiques des secteurs tels que visés“.

Le présent projet de loi se propose d'apporter à côté de menus changements de forme, des modifications plus substantielles à la législation actuelle sur cinq points, notamment:

- la reconnaissance de l'artiste professionnel indépendant à terme,
- l'évaluation de l'activité professionnelle non artistique de l'artiste professionnel indépendant,
- la définition de l'intermittent du spectacle,
- les aides en cas d'inactivité des intermittents du spectacle,
- les mesures transitoires.

Les modifications envisagées concernent donc aussi bien l'artiste professionnel indépendant que l'intermittent du spectacle.

Tout en soulignant le bien-fondé des mesures arrêtées par la loi du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent de spectacle, b) la promotion de la création artistique consistant à soutenir et à accompagner la création artistique au Luxembourg, la Chambre des Métiers tient à formuler les observations suivantes concernant les modifications prévues à la législation actuelle.

1. La reconnaissance de l'artiste professionnel indépendant à terme

Actuellement, le régime d'aides sociales en faveur des artistes prévu par la loi est limité dans le temps notamment à 24 mois.

Dans l'exposé des motifs, les auteurs du projet soulignent que des jeunes artistes ayant toutes les chances d'avoir devant eux une carrière longue et créative peuvent être amenés à interrompre leur carrière pour maintes raisons. Etant donné que le Gouvernement veut aider surtout les jeunes artistes à franchir le pas vers un métier artistique, les auteurs proposent de revoir après 24 mois la carrière d'un jeune artiste professionnel indépendant reconnu, qui a été amené à interrompre partiellement ou totalement son activité artistique, pour vérifier si l'activité artistique qu'il a reprise correspond toujours aux critères de la loi et pour lui permettre après renouvellement de son statut de toucher en cas de besoin des aides sociales pendant une nouvelle période de 24 mois.

La Chambre des Métiers ne peut pas apprécier à sa juste valeur le bien-fondé de cette mesure. En effet, si d'après les auteurs du projet, l'Etat veut aider surtout les jeunes artistes, il serait normal que les pouvoirs publics adoptent une politique plus volontariste en direction de l'achat ou de commandes publiques d'oeuvres artistiques de la part de ces jeunes artistes, dans le but de les encourager à persévérer dans l'exercice de leur art et de tirer des revenus suffisants pour exercer le métier d'artiste sans l'aide financière des pouvoirs publics.

2. L'évaluation d'une activité professionnelle non artistique

Actuellement, la loi permet à un artiste professionnel indépendant d'exercer une activité secondaire, donc une activité professionnelle non artistique, pendant 90 jours par année au maximum.

Les auteurs du projet proposent maintenant d'évaluer l'activité professionnelle non artistique non plus par le facteur „durée“ mais par le facteur „revenu“, afin de déterminer dans quelle mesure l'intéressé accumule ses revenus et les aides sociales spécialement prévues pour l'artiste.

Ainsi, un artiste professionnel indépendant peut exercer une activité professionnelle secondaire non artistique qui génère un revenu annuel inférieur à douze fois le salaire social minimum pour travailleurs qualifiés sans perdre le bénéfice des aides sociales.

Etant donné que cette modification délimite clairement les cas où l'artiste professionnel indépendant peut encore bénéficier des aides sociales, celle-ci ne donne pas lieu à observation de la part de la Chambre des Métiers.

3. Définition et statut juridique de l'intermittent du spectacle

Le projet de loi sous avis tente de mieux définir le statut de l'intermittent du spectacle en élargissant le champ d'application des dispositions concernant les intermittents du spectacle, notamment les créateurs/réalisateurs d'oeuvre d'art, aux techniciens de plateau et de studio et en prévoyant la possibilité de conclure des contrats de travail à durée déterminée pouvant dépasser 24 mois et renouvelables plus de 2 fois.

D'après l'exposé des motifs, les auteurs du projet visent, en ce qui concerne les techniciens de plateau et de studio, différents métiers et professions tels que cameramans, réalisateurs, responsables du son, accessoiristes, costumiers, décorateurs etc. qui selon les auteurs sont aussi indispensables que les artistes dans la réalisation d'oeuvres cinématographiques, audiovisuelles, théâtrales et musicales.

Dans ce contexte, la Chambre des Métiers entend soulever qu'un projet de règlement grand-ducal ayant pour objet, entre autres, d'établir une nouvelle liste des métiers principaux et secondaires prévus à l'article 13(1) de la loi d'établissement du 28 décembre 1988, qui fait actuellement l'objet de la procédure consultative prévue par la loi, énumère dans le groupe „Métiers de la communication, du multimédia et du spectacle“ des nouveaux métiers artisanaux tels que: opérateur d'images, opérateur de son, opérateur de lumière et d'éclairage, accessoiriste, décorateur, sculpteur de théâtre, maquilleur, qui peuvent être considérés comme éligibles dans le cadre du champ d'application du projet de loi sous rubrique.

Après la mise en application du projet de règlement grand-ducal susmentionné, ces nouveaux métiers seront réglementés au niveau de l'accès à la profession par la loi d'établissement du 28 décembre 1988 et les règlements grand-ducaux y relatifs. Les personnes qui sollicitent une autorisation gouvernementale pour l'exercice de ces métiers doivent remplir les conditions de qualification professionnelle et d'honorabilité professionnelle telles que fixées par cette loi. Il en résultera donc que le texte sous avis se propose de légiférer et de réglementer des activités qui connaîtront sûrement avant la promulgation du projet de loi sous avis une réglementation ad hoc.

Par ailleurs, les personnes qui exerceront à titre indépendant un des métiers cités ci-avant auront le statut d'artisan indépendant, statut qui leur confère différents droits et obligations aussi bien au niveau social que fiscal.

Partant de ces considérations, la Chambre des Métiers est d'avis qu'il y a lieu de refuser aux personnes la reconnaissance de la qualité de technicien de plateau et de studio qui exercent une activité régie par la loi d'établissement du 28 décembre 1988 à l'instar du refus de la reconnaissance de la qualité d'artiste professionnel indépendant à toute personne qui exerce une activité qui tombe sous le champ d'application de la loi d'établissement du 28 décembre 1988 et les règlements grand-ducaux y relatifs arrêtés par l'article 2 alinéa 2 de la loi du 30 juillet 1999 concernant

- a) le statut de l'artiste professionnelle indépendante et l'intermittent du spectacle,
- b) la promotion de la création artistique.

4. Les aides en cas d'inactivité des intermittents du spectacle

Actuellement, la loi prévoit qu'en cas d'inactivité, les intermittents du spectacle touchent des indemnités de chômage. Le projet de loi sous avis propose d'introduire un système d'indemnisation spécifique en cas d'inactivité involontaire des intermittents, le régime de chômage, selon les auteurs du projet, s'étant révélé peu compatible avec les réalités du terrain.

L'indemnisation prévue sera forfaitaire et correspond soit au salaire social minimum pour ouvriers non qualifiés soit au salaire social minimum pour ouvriers qualifiés.

Etant donné que le système proposé est à considérer comme étant plus équitable que le régime de chômage, la Chambre des Métiers marque son accord avec ce point de la réforme.

Sous réserve des observations formulées en particulier quant à la reconnaissance de la qualité d'intermittent du spectacle, la Chambre des Métiers approuve le projet de loi sous rubrique.

Luxembourg, le 16 juin 2003

Pour la Chambre des Métiers,

Le Directeur,
Paul ENSCH

Le Président,
Paul RECKINGER

